

Article 1 - Pouvoir Adjudicateur et choix de la procédure :

La présente procédure adaptée est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

Pouvoir Adjudicateur : Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA)
2 avenue Robert Schuman – 51100 Reims

Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur : M. Christophe CLÉMENT, Président de l'URCA

Article 2 - Objet de la consultation :

Maîtrise d'œuvre et coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI pour les ERP de 1ère catégorie ou équipements dotés de SSI de type 1) pour le suivi de l'exécution et de la réception des travaux de remplacement des systèmes de sécurité incendie du Campus Moulin de la Housse. Les travaux seront découpés en trois tranches.

Article 3 - Décomposition de la consultation :

Consultation non allotie.

Article 4 - Variantes à l'initiative du candidat :

Sans objet

Article 5 - Date et heures limites de réception des offres : 24/06/2025 à 12 h 00, délai de rigueur

Les candidats transmettront leur proposition exclusivement par voie électronique, via la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Toute offre transmise après la date limite et heure limite de remise des offres sera rejetée.

Les offres doivent être conformes techniquement au cahier des charges et **claires sur leur montant**. Les offres sont valables pendant une durée de 120 jours à compter de la date limite fixée pour leur réception.

Article 6 - Contenu des offres :

Une offre doit contenir au minimum la présente lettre de consultation complétée, paraphée sur chaque page et signée par l'**acte valant engagement** en annexe 2 et accompagnée :

- D'une **attestation sur l'honneur** en annexe 4 ;
- Des **conditions générales d'achats de l'Université** en annexe 3 ;
- L'**attestation d'assurance du candidat, notamment relative à la mission SSI qui lui sera confiée en cas d'attribution du marché** ;
- Des formulaires DC1 et DC2;
- D'une fiche fournisseur accompagnée d'un RIB.

Concernant sa situation fiscale et sociale, le candidat retenu devra fournir les certificats et attestations nécessaires à la vérification de sa régularité. Le délai imparti par le Pouvoir Adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours calendaires.

Article 7 - Négociations :

Conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à la négociation.

Article 8 - Critères de jugement des offres :

Parmi les candidats ayant transmis une offre conforme aux exigences de l'université, les critères suivants seront pris en compte pour la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse, selon la pondération suivante :

- 1) **...PRIX (70%)**
- 2) **...TECHNIQUE (30%) :**
 - 2.1 CV et expérience du chef de projet et autres interlocuteurs associés à ce projet – 15 %**
 - 2.2 Références sur projets similaires – 15 %**

Après analyse des offres définitives, l'acheteur sélectionne l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères énoncés précédemment, en tenant compte de leur ordre d'importance.

A l'issue de la consultation, les candidats non retenus seront informés par simple courrier ou courriel.

L'acheteur effectue ensuite une commande sur la base du devis, de l'offre ou de la proposition de prix sur lequel les parties sont tombées d'accord après éventuelles négociations.

Article 9 - Renseignements complémentaires :

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats adressent leurs demandes impérativement par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 10 - Prévalence des pièces contractuelles : :

Les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité comme spécifié à l'article 4 du CCAG MOE :

- L'acte d'engagement (annexe 2) et ses annexes ;
- Les conditions générales d'achats de l'URCA (annexe 3) ;
- Le cahier des clauses particulières (annexe 1) - programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses annexes (annexe 5) ;
- Le CCAG MOE ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants.

Opération :

**REMPLACEMENT SYSTEME DE SECURITE INCENDIE
CAMPUS MOULIN DE LA HOUSSE URCA REIMS**

Note de présentation de l'opération

1- Objet de la mission

Maîtrise d'œuvre et coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI pour les ERP de 1ère catégorie ou équipements dotés de SSI de type 1) pour le suivi de l'exécution et de la réception des travaux de remplacement des systèmes de sécurité incendie du Campus Moulin de la Housse. Les travaux seront découpés en trois tranches.

2- Maître d'Ouvrage

La Maîtrise d'ouvrage est assurée par :

**Université de Reims Champagne Ardenne
2 avenue Robert Schuman
51100 Reims**

L'opération sera conduite par le Service Ingénierie et Travaux de l'Université de Reims Champagne-Ardenne et suivie par :

**Mme Anne MAIROT
Chargée d'opération
Tél : 03.26.91.88.46 / Mob. : 06.60.18.50.10 / Mail : anne.mairot@univ-reims.fr**

3- Description de l'opération

- Situation :

Campus Moulin de la Housse - Chemin des rousiers - 51100 Reims

- Bâtiments concernés et classements ERP :

Centrale SIEMENS 1997 HS :

Bâtiment 5 : Type R 2ème catégorie
Bâtiment 5b : Type R 4ème catégorie
Bâtiment 7b : Code du travail
Bâtiment 9 : Type R 5ème catégorie
Bâtiment 10 : Type R 5ème catégorie
Bâtiment 11 : Type R 5ème catégorie
Bâtiment 12 : Type R 5ème catégorie
Bâtiment 13 : Type R 5ème catégorie

Centrale CHUBB 2003 :

Bâtiment 17 : Type R 3ème catégorie
Bâtiment 6 : Type R 4ème catégorie
Bâtiment 8 : Type R 5ème catégorie
Bâtiment 14 : Type S 3ème catégorie
Bâtiment 19 : Type X 3ème catégorie
Bâtiment 25 : Type R et W 3ème catégorie

Bâtiment 18 code du travail

Bâtiments SSI E :

Bâtiment 5t - 5ème catégorie
Bâtiment 6b - code du travail
Bâtiment 19 b - 5ème catégorie
Bâtiment 20 - 5ème catégorie
Bâtiment 24

- Règlementation applicable

- Code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 25 juin 1980 sur les ERP
- Arrêté du 04 juin 1982 Etablissement de type R
- Règlementation et normes en vigueur
- CCAG MOE 2021
- Code de la commande publique

4- Planning

Planning prévisionnel travaux :

Tranche ferme : exécution par le titulaire du lot électricité de l'accord cadre URCA - 9 semaines hors période de préparation (3 semaines). Démarrage de la période de préparation semaine 25.

Bâtiments concernés : 7b-8-10-11-25

Tranche optionnelle 1 : exécution par le titulaire du MAPA travaux publié deuxième semestre 2025. 3 mois - de juin à août 2026 hors période de préparation

Bâtiments concernés : 5/5B-13-17-9-6/6b-14-19

Tranche optionnelle 2 : exécution par le titulaire du MAPA travaux publié deuxième semestre 2025. 3 mois - de juin à août 2027 hors période de préparation

Bâtiments concernés : 12-5T-18-19B-20-24

Les tranches pourront ponctuellement être modifiées et donneront lieu à la mise en place à un avenant financier concernant la présente consultation sur la base du prix initialement proposé, cela porte essentiellement sur la contenance de la tranche ferme qui pourrait se voir amoindrie et réaffectée.

Date de démarrage de la tranche ferme : à réception du courrier de notification du courrier du pouvoir adjudicateur

Date de démarrage des tranches optionnelles : les tranches 1 et 2 pourront faire l'objet d'un ordre de service qui pourra être émis ultérieurement

5- Budget estimatif travaux

861 580,00 € HT toutes tranches confondues

6- Missions demandées

ETUDES DE PROJET

- Relecture, analyse des pièces techniques existantes qui constituent le dossier de consultation (CCTP/DPGF/Plans/Planning)
- Avertir le cas échéant le maître d'ouvrage d'un impact technique et ou financier
- Compléter et ou modifier au besoin les pièces du dossier technique de consultation existante

Les pièces techniques existantes ont été validées par le contrôleur technique et visées par un coordinateur SSI.

ASSISTANCE POUR LA PASSASSION DES CONTRATS DE TRAVAUX :

- ✓ La mission donnera lieu à une analyse par la maîtrise d'œuvre
 - L'analyse aura lieu sur les offres résultant du MAPA travaux (second semestre 2025) qui sera publié. L'analyse s'effectuera en deux temps ; une analyse "technique des mémoires et candidatures" puis une analyse "prix des offres".

VISA :

- La maîtrise d'œuvre disposera de 7 jours ouvrés pour valider les plans et synthèses d'exécution transmis par l'entreprise titulaire de l'accord-cadre travaux de maintenance et du MAPA Travaux.

DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX : (dans le respect du CCAG travaux et des clauses des marchés en cas de dérogation)

- De s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées et sont conformes aux prescriptions des contrats de travaux ;
- De s'assurer que les documents qui doivent être produits par l'entrepreneur, en application du contrat de travaux ainsi que l'exécution des travaux sont conformes au dit contrat et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction, normalement décelables par un homme de l'art ;
- De délivrer tous ordres de service (hormis les OS ayant un impact financier pour lequel un avenant sera nécessaire), d'établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du contrat de travaux sous 48h à compter de la demande de la maîtrise d'ouvrage, procéder aux constats contradictoires et organiser et diriger les réunions de chantier (**à raison d'une réunion par semaine**), de réaliser des visites inopinées et/ou des réunions techniques avec les entreprises et d'informer systématiquement le maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;

Les comptes-rendus de chantiers et les ordres de services seront notifiés **sous 24h** aux entreprises à compter de la réunion ou de la demande de la maîtrise d'ouvrage ;

- De vérifier les projets de décomptes mensuels **sous 5 jours ouvrés à compter de la réception du décompte**, les demandes de paiement présentées par l'entrepreneur, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, d'établir le décompte général ;
- Donner un avis au maître de l'ouvrage sur les réserves/avenant éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, et d'assister le maître de l'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamations de ou des entreprises.

AOR :

L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux et d'éditer les documents et PV de réception ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux **jusqu'à leur levée** ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître de l'ouvrage ;
- De **constituer le dossier des ouvrages exécutés** nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

MISSION COMPLEMENTAIRE DE COORDINATION SSI

- Examen des dossiers d'études et d'exécution des installateurs en lien avec le SSI ;
- Identification des écarts par rapport au cahier des charges fonctionnel SSI ;
- Récolement des documents définitifs à la mise à jour du dossier d'identité SSI ;
- Recueil auprès des entreprises des documents de résultats relatifs aux essais réalisés (synthèse des différents autocontrôles) ;
- Réception de chaque installation avec essais fonctionnels et essais d'efficacité du SSI par foyer type, si nécessaire, en présence du l'installateur et du constructeur SSI ;
- Rédaction du rapport de réception technique SSI ;
- Assistance à la Commission de sécurité de réception des travaux.

7- Délai des prestations

Les livrables seront remis dans les délais fixés par les candidats dans leur offre, en respectant le planning de l'opération et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai Maximum
PRO	Etudes de projet	4 semaines
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux	2 semaines : publication MAPA
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	1 semaine
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	2 semaines

8- Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE. Chaque situation pourra être présentée pour paiement à approbation de l'élément de mission par la maîtrise d'ouvrage

9 - Pénalités de retard

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
PRO	100,00 €
ACT	100,00 €
VISA	100,00 €
DOE	100,00 €

Code livrable	Pénalité
Non-remise des documents dans les délais décrits (CR de chantier, OS ...)	100,00 €
Absence en réunion de chantier	500,00 €

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article 7 du présent descriptif technique, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée proportionnellement aux tords.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article 7 du présent descriptif technique, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 16-2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ACTE VALANT ENGAGEMENT

Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme : Université de Reims Champagne-Ardenne

Comptable assignataire des paiements : Madame l'Agent Comptable

Identification de l'entreprise

Raison sociale :

Adresse du siège social :

Adresse de correspondance : (si différente du siège social) :

N° téléphone :

E-mail :

N° de RCS :

Forme juridique de la société (SA, SARL...) :

Les prix sont fermes pour la tranche ferme et actualisable pour les tranches optionnelles.

(À compléter par le candidat joindre tout complément nécessaire à la compréhension du chiffrage)

Offre financière :

Tranche ferme : missions de base

	Quant.	U	P.U. HT	Prix total en euros HT	Prix total en euros TTC
Missions					
VISA	1	Ens			
Sous-total					
DET	1	Ens			
Sous-total					
AOR	1	Ens			
Sous-total					

Tranche ferme : mission complémentaire CSSI

	Quant.	U	P.U. HT	Prix total en euros HT	Prix total en euros TTC
Mission					
CSSI	1	Ens			
Sous-total					

	Prix total en euros HT	Prix total en euros TTC
Montant total de la tranche ferme		

Tranche optionnelle 1 : missions de base

		Quant.	U	P.U. HT	Prix total en euros HT	Prix total en euros TTC
Missions						
PRO		1	Ens			
				Sous-total		
VISA		1	Ens			
				Sous-total		
DET		1	Ens			
				Sous-total		
AOR		1	Ens			
				Sous-total		

Tranche optionnelle 1 : mission complémentaire CSSI

		Quant.	U	P.U. HT	Prix total en euros HT	Prix total en euros TTC
missions						
CSSI		1	Ens			
				Sous-total		

	Prix total en euros HT	Prix total en euros TTC
Montant total de la tranche optionnelle 1		

Tranche optionnelle 2 : missions de base

		Quant.	U	P.U. HT	Prix total en euros HT	Prix total en euros TTC
missions						
DET		1	Ens			
				Sous-total		
VISA		1	Ens			
				Sous-total		
AOR		1	Ens			
				Sous-total		

Tranche optionnelle 2 : mission complémentaire CSSI

		Quant.	U	P.U. HT	Prix total en euros HT	Prix total en euros TTC
Missions						
CSSI		1	Ens			
				Sous-total		

	Prix total en euros HT	Prix total en euros TTC
Montant total de la tranche optionnelle 2		

Synthèse du forfait de rémunération :

<i>Montant de l'offre totale (TF+TO1+TO2) en euros HT</i>	
<i>Montant de la TVA (20,00%)</i>	
<i>Montant de l'offre totale (TF+TO1+TO2) en euros TTC</i>	

Taux de rémunération : %

Le candidat ou son représentant habilité,

Le, à

Cachet, signature

Le Président de l'Université,

A Reims

Signature :

Christophe CLÉMENT

Article 1 - Champ d'application des présentes conditions

Les présentes conditions générales d'achat ont pour objet de définir le cadre des relations contractuelles entre l'établissement et ses cocontractants pour tous les marchés publics de maîtrise d'œuvre passés en application du code de la commande publique. Elles s'appliquent à tout achat pour lequel aucun Cahier des clauses particulières (CCAP, CCP, CCTP, AE valant CCP) n'a été établi par l'Université. Au sens des présentes conditions générales d'achat, « le titulaire » désigne le cocontractant de l'établissement. Lorsqu'il est passé selon une procédure adaptée (mise en concurrence par devis), le marché peut prendre la forme d'un simple bon de commande établi par l'établissement.

Sauf dérogation expressément exprimée dans le bon de commande ou ses annexes ou dans les présentes conditions générales, les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre dans sa version annexée à l'arrêté du 30 Mars 2021 (ci-après désigné « CCAG MOE »), sont applicables au marché.

A titre indicatif, le CCAG MOE peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310778>.

En aucun cas les dispositions figurant dans les documents complétés par le titulaire, notamment ses Conditions Générales de Vente, ne prévalent sur les présentes Conditions Générales d'Achat.

Lorsqu'un contrat préparé par l'établissement a été rédigé spécialement pour le marché, ses clauses prévalent sur les présentes conditions, qui ne font alors que les compléter.

Article 2 - Notification

Conformément à l'article 3.7 et par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG MOE, lorsque le marché prend la forme d'un simple bon de commande, sa notification consiste à adresser au titulaire une copie du bon de commande et le cas échéant de ses annexes. Dans ce cas, la personne physique habilitée à représenter l'établissement pour les besoins de l'exécution du marché au sens de l'article 3.4.1 du CCAG MOE est la personne qui a signé le bon de commande. Néanmoins, le titulaire est invité à s'adresser prioritairement à la personne à contacter dont les coordonnées figurent sur le bon de commande ou ses annexes.

Article 3 - Objet, contenu, spécifications techniques

L'objet du marché, son contenu et ses spécifications techniques sont mentionnés dans le bon de commande émis par l'établissement ou ses annexes. (Offre de prix ou devis)

Pour les marchés de maîtrises d'œuvre, le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations conformément à ses engagements contractuels.

Article 4 - Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir l'ensemble de la documentation permettant d'expliquer sa capacité en tant que maître d'œuvre (CV pour les intervenants de ladite prestation, livrables pour des prestations similaires, etc).

Article 5 - Conditions d'exécution et de livraison

Les missions doivent être conformes aux stipulations du marché. L'administration met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des missions (sous réserve que cela soit communicable). Elle facilite autant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire peut avoir besoin. Le délai d'exécution fixé sur le bon de commande (ou l'offre de prix) ou la lettre de consultation, le cas échéant, court à compter de la date de la notification du bon de commande ou à défaut dans un délai majoré de deux jours.

Article 6 - Pénalités

Par dérogation à l'article 16 du CCAG MOE, en cas de non-respect des délais, le titulaire encourt les pénalités prévues dans le descriptif du programme l'annexe 2 - article 9.

Article 7 - Sous-traitance

La sous-traitance est régie par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-16 du code de la commande publique.

Le titulaire qui fait appel à la sous-traitance demeure personnellement responsable vis-à-vis de l'acheteur.

Le titulaire doit soumettre son sous-traitant pour acceptation écrite de l'Université avant tout commencement d'exécution, en adressant sa

demande à la Direction des Achats et des Marchés, à l'adresse suivante : direction.achats@univ-reims.fr.

Le sous-traitant est payé directement par l'Université dès lors que le montant de la part de prestation qu'il a effectuée est au moins égal à 600 € TTC.

Article 8 - Vérifications et réception

Les opérations de vérifications sont effectuées selon les stipulations des articles 20 et 21 du CCAG MOE. Toutefois, par dérogation à l'article 20.5, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification, lesquelles peuvent être effectuées hors présence du titulaire. A l'issue de ces vérifications, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Article 9 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Concernant le droit de propriété industrielle et intellectuelle, les dispositions relatives au chapitre 5 « Utilisation des résultats », articles 22 à 24 du CCAG MOE s'appliquent.

Article 10 - Garantie technique

Sans objet.

Article 11 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 25 du CCAG MOE, l'administration se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet des prestations, à l'issue de chaque partie technique définie dans la prestation.

Article 12 - Normes - Assurances - Dispositions particulières

Les prestations objet de chaque bon de commande doivent être conformes aux normes homologuées, en vigueur en France. Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Article 13 - Prix et règlement de comptes

Les prix du marché sont réputés fermes pour la tranche ferme et actualisables pour les tranches optionnelles. Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure.

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix de chaque tranche optionnelle d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes : $Cn = (ING(d-3) / ING(o))$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants : Indice ING **Ingénierie - Base 2010**

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission AVP.

¹ Les présentes conditions générales s'appliquent à tout achat à partir de 40 000 € HT et pour lequel aucun marché public n'a été établi par l'administration.
Marché 2025PAEUFOU004

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Les intérêts moratoires sont ceux prévues par les articles L.2192-12 à L.2192-13 et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique. Les factures (accompagnées d'un RIB ou RIP) afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal (joindre un RIB ou RIP) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date de livraison et/ou d'exécution des prestations ;
- la nature des fournitures livrées et/ou des prestations exécutées ;
- le montant H.T. des fournitures et/ou des prestations en question ;
- le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Les factures devront parvenir au Service Facturier de l'Université de Reims Champagne-Ardenne (Madame l'Agent Comptable de l'URCA, 2 avenue Robert Schuman – 51100 Reims) via Chorus Pro.

Article 14 - Litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les litiges éventuels sont portés devant le Tribunal Administratif dans le ressort duquel le bon de commande est émis.

Fait à _____, le _____

« Lu et approuvé »

Signature

Le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur, en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique.

- a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du Code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^e alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^e alinéa de l'article 433-2, 8^e alinéa de l'article 434-9, 2^e alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^e alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du Code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- d) ne pas être en état de liquidation judiciaire prévue par l'article L640-1 du Code du commerce ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle en application des articles L653-1 à L653-8 du même Code ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- f) ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L631-1 du Code du commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;
- g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement
- h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du Code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du Code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

Le candidat est-il en redressement judiciaire :	<input type="radio"/>	Oui	<input type="radio"/>	Non
---	-----------------------	-----	-----------------------	-----

(Dans l'affirmative, joindre la copie du jugement correspondant.)

Le candidat,

Cachet, signature

- **Descriptif travaux par bâtiment**
- **Plan des systèmes de sécurité incendie existant**

Descriptif travaux par bâtiments

Bâtiment	Catégorie SSI	Type d'alarme	Emplacement des équipements centraux	Couverture détection automatique	Message d'évacuation	Espaces d'attente sécurisés	Déclencheur manuel	Détecteur optique de fumée	Perceptibilité du signal	Verrouillage de portes	Fonction compartimentage	Fonction désenfumage	Autres prestations
5 et 5Bis	Catégorie A	Type 1	Local dédié CF1h ou REI60 avec bloc porte PF1/2h ou EI30	Local SSI, pléniums avec polystyrène sous plafond sauf dans la circulation	Sans objet	Non prévu	tous les niveaux	au RDC du bâtiment 5	Signal sonore pour tous les bâtiments et flash visuel (WC) au RDC du bâtiment 5 et RDC du bâtiment 5Bis	Sans objet	Asservissement des portes DAS existantes	Sans objet	Mise à jour dossier SSI, protection parafoudre, câblage refait, transmetteur GSM, dépose ancien équipement.
6	Catégorie B	Type 2A	Placard technique au rez-de-chaussée du bâtiment 6	Non applicable (CMSI catégorie B avec EA type 2A)	Sans objet	Non prévu	tous les niveaux	Non prévu	Signal sonore et visuel (WC)	Existants non modifiés	Reprise des asservissements existants	Reprise des asservissements	Mise à jour dossier SSI, protection parafoudre, réutilisation câblage conforme, dépose ancien système type 4 bâtiment 6bis.
7Bis	Catégorie E	Type 4	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Non prévu	RDC	Non prévu	Signal sonore	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
8	Catégorie A	Type 1	VTP dédié au SSI à l'accueil du bâtiment 8	Local SSI créé	Sans objet	Non prévu	au RDC du bâtiment 8	Non prévu	Existant non modifié	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Reprise équipements existants, protection parafoudre, mise à jour dossier SSI, dépose ancien équipement.
9	Catégorie A	Type 1	VTP dédié au SSI à l'accueil du bâtiment 9	Local SSI, pléniums avec polystyrène sous plafond	Sans objet	Non prévu	au RDC du bâtiment 9	au RDC du bâtiment 9	Signal sonore et visuel (WC)	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Câblage refait, protection parafoudre, mise à jour dossier SSI, transmetteur GSM, dépose ancien équipement.
10	Catégorie B	Type 2A	VTP dédié au SSI au bâtiment 10	Sans objet	Sans objet	Non prévu	au RDC du bâtiment 10	Sans objet	Signal sonore et visuel (WC)	Sans objet	Asservissement des portes DAS existantes	Sans objet	Mise à jour dossier SSI, protection parafoudre, câblage refait, transmetteur GSM, dépose ancien équipement.
11	Catégorie E	Type 4	Hall de l'établissement	Sans objet	Sans objet	Non prévu	au RDC du bâtiment 11	Sans objet	Signal sonore et visuel (WC)	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Mise à jour dossier SSI, protection parafoudre, câblage refait, transmetteur GSM, dépose ancien équipement.
12	Catégorie A	Type 1	VTP dédié au SSI au bâtiment 12	Local SSI, pléniums avec polystyrène sous plafond	Sans objet	Non prévu	au RDC du bâtiment 12	au RDC du bâtiment 12	Signal sonore et visuel (WC)	Sans objet	Asservissement des portes DAS existantes	Sans objet	Mise à jour dossier SSI, protection parafoudre, câblage refait, transmetteur GSM, dépose ancien équipement.
13	Catégorie A	Type 1	VTP dédié au SSI à l'accueil du bâtiment 13	Local SSI, pléniums avec polystyrène sous plafond	Sans objet	Non prévu	au RDC du bâtiment 13	au RDC du bâtiment 13	Signal sonore et visuel (WC)	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Mise à jour dossier SSI, protection parafoudre, câblage refait, transmetteur GSM, dépose ancien équipement.
14	Catégorie A	Type 1	VTP existant situé à l'accueil du bâtiment 14	Local SSI créé, locaux à risques au sous-sol et RDC	Sans objet	Non prévu	aucirculation du sous-sol, du RDC et du R+1	Sans objet	Signal sonore et visuel (WC)	Sans objet	Reprise asservissements existants	Reprise des asservissements	Mise à jour dossier SSI, protection parafoudre, dépose ancien équipement, transmetteur GSM.
17	Catégorie A	Type 1	Local SSI existant au rez-de-chaussée	Local SSI, hall, pléniums dernier étage, galeries techniques	Sans objet	Non prévu	Sans objet	au galerie technique coté A et coté B du R+3	Signal sonore et visuel (WC)	Sans objet	Asservissement des portes DAS existantes	Désenfumage mécanique et naturel	Mise à jour dossier SSI, protection parafoudre, dépose ancien équipement, transmetteur GSM.

18	Catégorie A	Type 1	SSI existant	Sans objet	Sans objet	Non prévu	Sans objet	Sans objet	Signal visuel : Flash LED rouge	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Flash certifié NF-SSI, câblage informatique (RJ45 Cat 6A), noyau baie informatique, recettes informatique s.
19	Catégorie A	Type 1	Local SSI au rez- de-chaussée	Existant non modifié	Sans objet	Non prévu	au gymnase du sous-sol 1 et 2 et au gymnase du RDC et au locaux techniques du RDC	Sans objet	Signal sonore et visuel (WC, cabines de douches individuelles)	Existant non modifié	Sans objet	Sans objet	Protection parafoudre, mise à jour dossier SSI, reprise équipements existants, transmetteur GSM, dépose ancien équipement.
20	Catégorie E	Type 4	SSI existant	Sans objet	Sans objet	Non prévu	Sans objet	Sans objet	Signal visuel : Flash LED rouge	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Flash certifié NF-SSI, câblage informatique (RJ45 Cat 6A), noyau baie informatique, recettes informatique s.
24	Catégorie E	Type 4	Placard technique	Local SSI (matériel déporté et détecteurs)	Sans objet	Non prévu	Sans objet	Sans objet	Signal visuel : Flash LED rouge	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Matériel AES, détecteurs certifiés NF- SSI, câblage informatique (RJ45 Cat 6A), noyau baie informatique, recettes informatique s.
25	Catégorie A	Type 1	Placard technique au rez-de- chaussée	Local SSI	Sans objet	Non prévu	au RDC et au R+1 du UFR STAPS	au local SSI du RDC	Signal sonore et visuel (WC)	Existant non modifié	Reprise des asservissements existants	Existant non modifié	Protection parafoudre, mise à jour dossier SSI, reprise équipements existants, transmetteur GSM, dépose ancien équipement.

Descriptif équipements par type

BILAN EQUIPEMENTS TYPE 1										
		BATIMENT 5/5B	BATIMENT 8	BATIMENT 9	BATIMENT 12	BATIMENT 13	BATIMENT 14	BATIMENT 17	BATIMENT 19	TOTAL MATERIEL
Mise en place de parafoudre protection centrale SSI comportant : - 1xAccessoire pour centrale type PARAFoudre DS152VG-400 au TGBT - 2xPARAF. SECTEUR IT DS215-400 (dans coffret à proximité de la centrale) - 2Accessoire pour centrale type PARAFoudre 24V DS210-48DC/SCL (dans coffret à proximité de la centrale) - 3xAccessoire pour centrale type PARAFoudre LON FTT DLAHW-24D3 (dans coffret à proximité de la centrale) 2xAccessoire pour centrale type PARAFoudre 48V DS210-75DC/SCL (dans coffret à proximité de la centrale)	Ens	1	1	1	1	1	1	1	1	8
AES	Ens	1	1	1	1	1	1	1	1	8
Matériel déporté type SAT C 8 VOIES LON LPT. Equipé de huit lignes de télécommande et de huit lignes de contrôle. En coffret plastique IP 30	U	2	1	2	3	1	2	2	2	15
Détecteur ponctuel optique de fumées adressable et interactif type I SCAN+ O ICC. Certifié NF SSI selon la norme EN 54/7 et EN 54/17. Equipé de deux voyants de signalisation d'alarme et d'isolateurs de court circuit. Hauteur : 35mm , diamètre : 102mm. IP 40 avec socle I.Scan+ et IP 43 avec embase anti ruissèlement (Socle inclus)	U	89	0	89	248	92	1	28	1	548
Détecteur linéaire de fumée adressable	U	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Déclencheur manuel adressable type DM .Equipé d'un voyant, d'une membrane déformable, d'un capot de protection verrouillable et d'isolateurs de court circuits	U	1	4	1	11	4	0	21	0	0

Déclencheur manuel adressable Vert type DM MCP5A-RP02SF-A207-01C.Equipé d'un voyant, d'une membrane déformable, d'un capot de protection verrouillable et d'isolateurs de court circuits	U	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déclencheur manuel ATEX	U	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Diffuseur d'Alarme Générale	U	3	5	3	18	2	0	17	0	48
Diffuseur d'alarme générale ADF DB3 10KOHM (ATEX)	U	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dispositif Visuel d'Alarme Feu certifié NF-SSI selon la norme EN54-23. Equipé d'un flash LED de couleur rouge et d'un socle haut de type DVAF SOLISTA ROUGE PLAFOND SOCLE HAUT. Surface de couverture: C-3-7,5 montage au plafond impératif Alimentation : 9-60 VDC IP 65	U	2	2	2	18	2	7	26	29	88
INNOVA-TRE	U	1	1	1	1	1	1	1	1	8
Accessoires de raccordement type MODULE DAS RESONANCE	U	0	2	0	0	0	0	16	0	18
Module 1 relais déporté Résonance en boîtier IP 30	U	2	1	2	2	2	2	2	2	15
ALTEC 4G type Simpl' GSM 220V GSM IP Vocal Digital SMS en 230V et boîtier métal	U	1	1	1	1	1	1	1	1	8
Coffret de relaying	Ens	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Dispositif actionné de sécurité	U	0	0	0	0	0	0	6	0	6
Dispositif adapté de commande	U	0	0	0	0	0	0	3	0	3

BILAN EQUIPEMENTS TYPE 2

		BATIMENT 6/6B	BATIMENT 10	BATIMENT 25	TOTAL MATERIEL
--	--	------------------	----------------	----------------	-------------------

Mise en place de parafoudre protection centrale SSI comportant : - 1xAccessoire pour centrale type PARAFOUDRE DS152VG-400 au TGBT - 2xPARAF. SECTEUR IT DS215-400 (dans coffret à proximité de la centrale) - 2Accessoire pour centrale type PARAFOUDRE 24V DS210-48DC/SCL (dans coffret à proximité de la centrale) - 3xAccessoire pour centrale type PARAFOUDRE LON FTT DLAHW-24D3 (dans coffret à proximité de la centrale) 2xAccessoire pour centrale type PARAFOUDRE 48V DS210-75DC/SCL (dans coffret à proximité de la centrale)	Ens	1	1	1	3
Centrale Incendie eTYPE 2A	Ens	1	1	1	3
AES	Ens	1	1	1	3
Matériel déporté type SAT C 8 VOIES LON LPT. Equipé de huit lignes de télécommande et de huit lignes de contrôle. En coffret plastique IP 30	U	1	1	1	3
Détecteur ponctuel optique de fumées adressable et interactif type I SCAN+ O ICC. Certifié NF SSI selon la norme EN 54/7 et EN 54/17. Equipé de deux voyants de signalisation d'alarme et d'isolateurs de court circuit. Hauteur : 35mm , diamètre : 102mm. IP 40 avec socle I.Scan+ et IP 43 avec embase anti ruissèlement (Socle inclus)	U	0	0	1	1
Détecteur linéaire de fumée adressable	U	0	0	0	0
Déclencheur manuel adressable type DM .Equipé d'un voyant, d'une membrane déformable, d'un capot de protection verrouillable et d'isolateurs de court circuits	U	0	3	0	0
Déclencheur manuel adressable Vert type DM MCP5A-RP02SF-A207-01C.Equipé d'un voyant, d'une membrane déformable, d'un capot de protection verrouillable et d'isolateurs de court circuits	U	0	0	0	0
Déclencheur manuel ATEX	U	0	0	0	0
Diffuseur d'Alarme Générale	U	0	7	0	7
Diffuseur d'alarme générale ADF DB3 10 KOHM (ATEX)	U	0	0	0	0
Dispositif Visuel d'Alarme Feu certifié NF-SSI selon la norme EN54-23. Equipé d'un flash LED de couleur rouge et d'un socle haut de type DVAF SOLISTA ROUGE PLAFOND SOCLE HAUT. Surface de couverture : C-3-7,5 montage au plafond impératif Alimentation : 9-60 VDC IP 65	U	21	9	18	48

INNOVA-TRE	U	1	1	1	3
Accessoires de raccordement type MODULE DAS	U				
RESONANCE		0	0	0	0
Module 1 relais déporté Résonance en boîtier IP 30	U	3	2	2	7
ALTEC 4G type Simpl' GSM 220V GSM IP Vocal Digital SMS en 230V et boîtier métal	U				
		1	1	1	3
Coffret de relayage	Ens	0	0	0	0
Dispositif actionné de sécurité	U	0	0	0	0
Dispositif adapté de commande	U	0	0	0	0

BUILAN EQUIPEMENTS TYPE 4

		BATIMENT 5T	BATIMENT 11	BATIMENT 19bis	BATIMENT 20	BATIMENT 24	TOTAL MATERIEL
Centrale Incendie TYPE 4	Ens	1	1	1	1	1	5
AES	Ens	0	0	0	0	0	0
Matériel déporté type SAT C 8 VOIES LON LPT. Equipé de huit lignes de télécommande et de huit lignes de contrôle. En coffret plastique IP 30	U	0	0	0	0	0	0
Détecteur ponctuel optique de fumées adressable et interactif type I SCAN+ O ICC. Certifié NF SSI selon la norme EN 54/7 et EN 54/17. Equipé de deux voyants de signalisation d'alarme et d'isolateurs de court circuit. Hauteur : 35mm , diamètre : 102mm. IP 40 avec socle I.Scan+ et IP 43 avec embase anti ruissèlement (Socle inclus)	U	0	0	0	0	0	0
Détecteur linéaire de fumée adressable	U	0	0	0	0	0	0
Déclencheur manuel adressable type DM .Equipé d'un voyant, d'une membrane déformable, d'un capot de protection verrouillable et d'isolateurs de court circuits	U	0	5	0	0	0	5
Déclencheur manuel adressable Vert type DM MCP5A- RP02SF-A207-01C.Equipé d'un voyant, d'une membrane déformable, d'un capot de protection verrouillable et d'isolateurs de court circuits	U	0	0	0	0	0	0
Déclencheur manuel ATEX	U	0	0	0	0	0	0
Diffuseur d'Alarme Générale	U	0	4	0	0	0	4
Diffuseur d'alarme générale ADF DB3 10KOHM (ATEX)	U	0	0	0	0	0	0

Dispositif Visuel d'Alarme Feu certifié NF-SSI selon la norme EN54-23. Equipé d'un flash LED de couleur rouge et d'un socle haut de type DVAF SOLISTA ROUGE PLAFOND SOCLE HAUT. Surface de couverture: C-3-7,5 montage au plafond impératif Alimentation : 9-60 VDC IP 65	U						
		8	12	8	4	8	40
INNOVA-TRE	U	0	0	0	0	0	0
Accessoires de raccordement type MODULE DAS RESONANCE	U						
		0	0	0	0	0	0
Module 1 relais déporté Résonance en boîtier IP 30	U						
		0	0	0	0	0	0
ALTEC 4G type Simpl' GSM 220V GSM IP Vocal Digital SMS en 230V et boîtier métal	U						
		1	1	1	1	1	5
Coffret de relayage	Ens	0	0	0	0	0	0
Dispositif actionné de sécurité	U	0	0	0	0	0	0
Dispositif adapté de commande	U	0	0	0	0	0	0

Plan des systèmes de sécurité incendie existant au Campus Moulin de la Housse

